

Sommaire

Avant-propos.....	IX
Table des matières.....	XV
Liste des abréviations.....	XXVII
Bibliographie.....	XXXV
Introduction.....	1
Partie 1: Généralités sur l'indépendance de l'organe de révision.....	5
§ 1 But et portée pratique de l'indépendance.....	7
I. But de la révision	7
II. Portée pratique de l'indépendance du réviseur	27
III. Synthèse	41
§ 2 Évolution juridique.....	45
I. Des normes professionnelles aux normes légales	45
II. Développements à l'étranger	53
III. Synthèse	79
§ 3 Différentes catégories de réviseurs	83
I. Système d'agrément des réviseurs et son fonctionnement	83
II. Cas de la personne physique agréée mais indépendante.....	87
III. Entreprise de révision	88
IV. Entreprise de révision soumise à la surveillance de l'état	88
V. Expert-réviseur agréé	91
VI. Réviseur agréé	93
VII. Réviseur non-agréé	94
VIII. Synthèse	95
§ 4 Contrôle et sanctions	97
I. Contrôle de l'indépendance	97
II. Sanctions en cas de manque de contrôle de l'indépendance	115
III. Synthèse	129

Partie 2: Indépendance dans le cadre du contrôle ordinaire	135
§ 5 Assujettissement, étendue et rapport de révision	137
I. Assujettissement au contrôle ordinaire.....	137
II. Étendue du contrôle ordinaire.....	152
III. Exigences en matière de rapports de révision	178
IV. Synthèse	184
§ 6 Mesures de protection, contrôle qualité et clause générale	191
I. Mesures de protection prises par l'entreprise de révision.....	191
II. Obligations de contrôle qualité concernant l'indépendance	195
III. Clause générale	200
IV. Synthèse	203
§ 7 Éléments d'indépendance	205
I. But et étendue.....	205
II. Autorégulation d'EXPERTsuisse en matière d'indépendance	206
III. Systématique de la loi	210
IV. Distinction entre la prestation de révision et le conseil autorisé	211
V. Diverses formes d'incompatibilités	214
VI. Autres incompatibilités relatives à l'entreprise de révision	259
VII. Obligation de rotation	263
VIII. Champ d'application personnel.....	270
IX. Synthèse	276
§ 8 Exigences supplémentaires d'indépendance lors d'un contrôle ordinaire qualifié	287
I. Assujettissement et étendue du contrôle ordinaire qualifié.....	287
II. Exigences supplémentaires de l'art. 11 LSR.....	288
III. Assurance-qualité concernant l'indépendance pour les sociétés de révision soumises à la surveillance de l'état.....	298
IV. Spécificités concernant les audits liés au droit des marchés financiers	299
V. Synthèse	311

Partie 3: Indépendance dans le cadre du contrôle restreint	315
§ 9 Assujettissement, étendue et méthodologie	317
I. Assujettissement au contrôle restreint	317
II. Étendue du contrôle restreint	319
III. Méthodologie des trois sortes d'opérations de contrôle.....	322
IV. Rapport à l'intention de l'assemblée générale	326
V. Norme relative au contrôle restreint (NCR).....	330
VI. Synthèse	331
§ 10 Délimitation et ratio legis de l'art. 729 CO.....	335
I. Distinction avec l'indépendance dans le cadre du contrôle ordinaire	335
II. Interprétation de la clause générale de l'art. 728 al. 1 CO.....	339
III. Admission d'un « audit intégré » au sens de l'art. 729 al. 2 CO.....	357
IV. Synthèse	373
Conclusions.....	379
Répertoire alphabétique des matières	389